

## Repères

### Colloques et documents : comptes rendus

« **Science et développement durable : 20 ans après Rio, quelles perspectives ?** »  
(Colloque, Paris, 4-5 avril 2012)

Ce colloque a eu lieu les 4 et 5 avril 2012 à Paris au Campus Gérard-Mégie du CNRS lors de la semaine du développement durable, et a été organisé de façon coordonnée par l'Institut écologie et environnement (Inée) du CNRS et l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri, qui dépend de la fondation de Sciences Po<sup>1</sup>). L'enjeu de ce colloque était de revenir sur les rapports entre science et politique vingt ans après le sommet de Rio, pour évaluer la diffusion progressive du développement durable à la fois dans les politiques publiques et les avancées de la recherche. Le but était donc de rassembler scientifiques et praticiens pour redonner du relief au concept de développement durable, aux échelles aussi bien locales, nationales qu'internationales. Les différents intervenants se sont ainsi exprimés sur le rôle que pouvaient et devaient tenir les scientifiques dans le débat public, et sur l'évolution de ce rôle au cours des dernières années. Le colloque était divisé en cinq sessions, sur lesquelles nous reviendrons successivement.

Lors de sa conférence introductive, Laurence Tubiana (Iddri) a cherché à faire le bilan du « pari de Rio 1992 », à quelques semaines de la tenue du sommet Rio + 20. Elle a peint le tableau des réussites à mettre à l'actif de ce pari, notamment pour ce qui est de la visibilité publique du développement durable et de son intégration à d'autres domaines, en particulier aux politiques publiques. Elle a également rappelé l'actuelle stagnation du concept sur les grandes questions que peuvent être le climat ou la biodiversité, la crise économique ayant relégué la crise environnementale à un rang plus secondaire en termes de préoccupations sociales. C'est pour dépasser cette actuelle atonie des débats sur le développement durable qu'elle s'est lancée dans un plaidoyer pour, non seulement, un renouvellement conceptuel, mais, plus

<sup>1</sup> Le programme de ce colloque est disponible sur le site internet de l'Inée : [http://www.cnrs.fr/inee/communication/semaine\\_developpement\\_durable2012.htm](http://www.cnrs.fr/inee/communication/semaine_developpement_durable2012.htm).

profondément, pour un nouveau modèle de développement, qui serait un véritable changement de paradigme, et pas simplement un ajustement de l'existant. Ce changement serait censé s'adapter aux nouveaux acteurs émergents, ONG, organisations internationales, acteurs politiques locaux ou autres, qui dépassent le cadre étatique. Elle a également appelé les scientifiques à participer à l'élaboration de ce modèle, les enjoignant d'affronter les controverses et de pleinement accepter la nature politique de la science, retrouvant ici les idées défendues par Latour.

La session suivante a été consacrée aux écosystèmes et a permis la description d'un certain nombre d'outils spécialisés, en particulier dans l'analyse de l'évolution et de la préservation des écosystèmes au niveau local. Yvan Lagadeuc (Inée) a ainsi développé le cas des zones ateliers<sup>2</sup> et Sandra Lavorel (CNRS) la valorisation des services rendus par les écosystèmes. S. Lavorel a particulièrement insisté sur la forte dose d'incertitude et sur les problèmes méthodologiques profonds attachés à cette thématique des services écosystémiques, créant un dilemme entre leur statut scientifique incertain et leur influence politique notoire. En effet, les cartographies produites sont construites sur des données souvent très lacunaires mais ayant une portée visuelle tout à fait remarquable auprès des décideurs pour les convaincre de protéger certains écosystèmes. Sans l'évoquer en tant que telle, c'est bien l'économie verte que l'on pouvait retrouver derrière ces exemples, à savoir, pour reprendre l'expression de Karen Bakker, un « environnementalisme de marché » où les scientifiques développent des outils pour influencer la politique mais restent à l'intérieur des cadres de pensée économiques et politiques actuels. C'est la raison pour laquelle Tatiana Muxart

<sup>2</sup> Les zones ateliers (ZA) forment un réseau interorganismes de recherches interdisciplinaires sur l'environnement et les anthroposystèmes en relation avec les questions sociétales d'intérêt national (<http://www.za-inee.org>).

(CNRS) a appelé à un dépassement du concept de développement durable, qui, pour reprendre la trilogie deleuzienne<sup>3</sup> des concepts de la formation, de la vulgarisation et de la commercialisation, avait atteint un stade où il était transfiguré. Elle a insisté à l'inverse sur la nécessité d'un nouveau modèle où le social et l'environnemental primeraient sur l'économique, dans des logiques de long terme.

Lors de la deuxième journée, la troisième session a été centrée autour des questions d'exploitation durable des ressources, et, à partir d'expériences locales en Guyane ou dans la plaine de Crau, a cherché à étudier des notions comme celle d'ingénierie écologique. Les exposés de Doyle McKey (Université Montpellier 2) et de Thierry Dutoit (CNRS) ont ainsi proposé de nouvelles méthodes pour les restaurations de sites pollués ou pour le développement agricole, cherchant à mettre la préservation de la biodiversité au cœur des préoccupations, en particulier des industriels. Le cas guyanais développé par D. McKey portait en particulier sur des organismes vivants, comme la fourmi champignoniste, véritables « ingénieurs d'écosystèmes », qui, par leur activité, permettent de reconstituer des milieux et une certaine biodiversité. C'est dans le même esprit d'imprégnation et d'intégration du développement durable à d'autres domaines que sont intervenus Paul Colonna (Inra), sur la chimie verte, et Vincent Mages (Groupe Lafarge), sur les recyclages dans les cycles de production et de construction de son entreprise. L'exposé de P. Colonna permettait ainsi d'aborder l'ensemble des préoccupations de développement, comme la crise alimentaire, les émissions de gaz à effet de serre ou la préparation de l'après-pétrole à travers la thématique de la chimie verte, à savoir des processus de valorisation de la biomasse, autour de l'idée d'un carbone renouvelable. Il témoignait par ce biais de l'approche panoptique qu'impose le développement durable à chaque discipline : c'est depuis sa position de chimiste que P. Colonna a envisagé les grands problèmes de développement. Ces différentes communications ont pu montrer l'ampleur des réflexions menées sur l'insertion de nouveaux procédés plus respectueux de l'environnement dans des domaines variés, mais on regrettera qu'à aucun moment n'aient été évoquées les questions de leur coût ou de leur rentabilité par rapport à des procédés traditionnels.

La quatrième session s'est intéressée plus frontalement à l'interface entre science et politique, mais à une

<sup>3</sup> Gilles Deleuze considère que la plupart des concepts suivent le schéma suivant, avec trois stades d'évolution et de transformation. Le temps de la formation, qui est celui de la création d'un concept, est ainsi suivi du temps de la vulgarisation, et donc de l'expansion et de la diffusion de ce concept. Il précède une possible étape où le concept originel est souvent galvaudé et récupéré pour être vidé partiellement ou totalement de sa substance, c'est le temps de la commercialisation.

autre échelle, l'échelle internationale, notamment autour des dispositifs internationaux d'expertise scientifique. Les exposés engagés de deux membres du GIEC<sup>4</sup> (Hervé Le Treut et Franck Lecocq) ont permis de revenir sur les dilemmes toujours irrésolus des rapports sur le climat dont les recommandations doivent être *policy relevant* tout en n'étant pas *policy prescriptive*, témoignant de la marge de manœuvre étroite des scientifiques, entre rôle politique assumé et nécessaire neutralité des avis rendus. Les deux interventions, tout en montrant bien les apports considérables à la réflexion et à la visibilité publique d'un dispositif comme celui du GIEC, ont souligné toutefois quelques-unes de ses limites, au nombre desquelles on peut relever, entre autres, le manque d'interaction entre les trois groupes du GIEC<sup>5</sup>, ce qui conduit à tempérer la réalité de l'interdisciplinarité recherchée. À cet égard, les projets de l'IPBES<sup>6</sup> et de l'IAASTD<sup>7</sup> évoqués par les trois derniers intervenants de ce panel rencontrent les mêmes obstacles. On notera également un autre problème, celui de la dilution des messages politiques et scientifiques au nom du consensus nécessaire entre les rédacteurs. En d'autres termes, les orateurs ont rappelé l'impossible dialectique à tenir, pour les experts scientifiques, entre légitimité, crédibilité et pertinence. Ce dilemme a d'ailleurs été formalisé par Audrey Coreau (AgroParisTech) : est-il nécessaire de formaliser l'interface entre science et politique pour qu'elle fonctionne ? On retrouve là, en creux, une critique de la prolifération d'institutions thématiques qui diluent le message à caractère politique des scientifiques, ou qui le contraignent à une niche peu visible.

La dernière session a, quant à elle, cherché à explorer le développement durable à travers le prisme des territoires. Jean-Pierre Lévy (CNRS) a proposé une approche très critique du terme. Il a voulu détailler les réticences des chercheurs à utiliser une notion souvent galvaudée et vue comme une émanation du politique, une forme d'injonction pour les politiques publiques. Face à cette position, Madjouline Sbaï (vice-présidente de la région Nord-Pas-de-Calais) a détaillé une vision plus positive du concept, issue de la pratique de terrain. Elle a expliqué

<sup>4</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, [www.ipcc.ch](http://www.ipcc.ch).

<sup>5</sup> « Le Groupe de travail I évalue les aspects scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat. Le Groupe de travail II s'occupe des questions concernant la vulnérabilité des systèmes socioéconomiques et naturels aux changements climatiques, les conséquences négatives et positives de ces changements et les possibilités de s'y adapter. Le Groupe de travail III évalue les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ou atténuer de toute autre manière les changements climatiques. » ([www.ipcc.ch/organization\\_giec\\_fr.shtml](http://www.ipcc.ch/organization_giec_fr.shtml)).

<sup>6</sup> Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, <http://www.ipbes.net>.

<sup>7</sup> International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development.

en quoi il était utilisé comme instrument pour un autre mode de développement et une nouvelle forme d'organisation économique. Dans la pratique, le développement durable conduit, selon elle, à une démarginalisation d'un certain nombre de politiques à visée sociale comme la politique de la ville, et permet de réévaluer les politiques d'attractivité économique, pour corriger les dynamiques d'exclusion qu'elles peuvent engendrer. Selon elle, le concept permet de créer une transversalité entre les différents types d'acteurs du territoire, qu'ils soient politiques, praticiens ou chercheurs. Elle n'en a pas néanmoins oublié les difficultés, notamment les complications procédurales considérables générées par la mise en place des agendas 21 et les problèmes d'articulation entre les différentes échelles de pouvoir pour obtenir un projet de territoire cohérent. Les interventions de Pierre-Arnaud Barthel (Université Paris-Est Marne-la-Vallée) sur les projets de développement durable sur la rive sud de la Méditerranée et de Carole Barthélémy (Aix-Marseille Université) sur les trames vertes et bleues à Marseille sont allées dans le même sens, à savoir la mise en avant de la complexité de la gouvernance : problèmes pour concilier les différentes échelles de pouvoir et difficultés des scientifiques à traduire leur expertise en des réalisations concrètes et une influence politique immédiate. C. Barthélémy a rappelé à ce titre que les trames vertes et bleues, outil de développement durable,

pâtissent de leur caractère trop peu participatif, ce qui empêche leur appropriation pleine par les populations locales et limite leur territorialisation, qui devient dans les politiques locales un enjeu de pouvoir. Pour conclure cette session, Bruno Villalba (Sciences Po Lille) a estimé que le développement durable était avant tout une méthode d'analyse d'aide à la décision, et que l'intérêt de cette notion était d'ouvrir des opportunités, d'élargir les perspectives de nombreuses disciplines scientifiques.

Ce colloque, animé par Agathe Euzen (Inée) et Sébastien Treyer (Iddri), a permis de comprendre que, vingt ans après Rio, le développement durable avait une certaine opérabilité et avait transformé un certain nombre de pratiques disciplinaires, voire d'approches du développement. Cette évolution reste encore en cours et demande à être amplifiée : les crises auxquelles le développement durable était censé répondre demeurent irrésolues. Les chercheurs ont une place importante à prendre, pour être des acteurs de changement, directement ou indirectement politiques.

**Daniel Florentin**

(Université Paris Est Marne-la-Vallée, LATTs,  
Marne-la-Vallée, France)  
Daniel.Florentin@ens.fr

**« Mobilités, migrations, développement et environnement »**  
(Colloque, Pretoria, Afrique du Sud, 22-23 mai 2012)

Pourquoi et comment penser ensemble les migrations, le développement, l'environnement ? Ces réalités globales mettent à l'épreuve les cloisonnements disciplinaires et des raisonnements monocausaux. Elles interpellent les conceptions de l'État, l'intégration économique et politique, la libéralisation des flux (humains, financiers, commerciaux) et les normes et le partage des droits humains. Elles questionnent aussi les notions de frontières, qui s'effacent, qui se construisent. Enfin, la mobilité révèle à chacun d'entre nous les ruptures et les liens qui font ce que nous sommes.

Or, malgré une multitude de notions et de paradigmes, les enjeux politiquement définis ne permettent pas de relier les dynamiques des migrations (230 millions de personnes recensées), des mobilités, du développement et de l'environnement, encore moins de comprendre comment leurs liens (relations) se renouvellent. L'inquiétude des politiques les fait restreindre cette diversité à quelques questions récurrentes : la gestion des flux migratoires, l'aide publique au développement, les scénarios climatiques... Quant aux liens entre ces enjeux,

les rares analyses apparaissent insuffisantes (la conversion des transferts privés des migrants en investissements productifs pour le développement), alors que les crises et les incertitudes déclenchent des réalités multiples et contrastées dont la recherche doit rendre compte.

L'objectif d'identifier et de relier ces enjeux a poussé le Centre d'études interdisciplinaires (CEI) de l'Université Paris-Sud et le College of Law de l'Université d'Afrique du Sud à Pretoria (UNISA) à organiser le colloque « Mobilités, migrations, développement et environnement » (MOMIDEN<sup>8</sup>), unique en son genre, en assumant la pluridisciplinarité, la diversité géographique, l'alliance d'études empiriques et théoriques, des travaux qualitatifs et quantitatifs et la sollicitation d'un public scientifique, institutionnel et militant. Ce colloque a inauguré une collaboration scientifique sur ces thèmes dans le cadre institutionnel d'un Laboratoire international associé (LIA) qui lie les deux universités.

<sup>8</sup> Le programme du colloque est disponible à l'adresse internet <http://momiden-2012.info>.

Ce colloque, qui a eu lieu à Pretoria en mai 2012, n'avait donc pas pour ambition d'occuper une position précise sur le front des recherches spécialisées : l'objectif des organisateurs était de se démarquer d'approches scientifiques monodisciplinaires en ouvrant un espace de réflexion à une communauté de recherche en devenir.

L'appel à communications renvoyait en priorité à des enjeux de développement autour des cinq axes suivants :

- Axe 1 : Formes de migrations et idées de frontières ;
- Axe 2 : Effets de la migration sur les modes et conditions de vie et sur le processus de développement ;
- Axe 3 : Migrations et reproduction ou transformation des systèmes de production vulnérables ;
- Axe 4 : Changement climatique et migrations ;
- Axe 5 : La gouvernance des migrations : droits des migrants et droits des réfugiés.

La rencontre a réuni environ 120 participants, surtout scientifiques, avec une grande diversité géographique, institutionnelle et disciplinaire. Des économistes, des juristes, des anthropologues, des politistes, des sociologues, un psychosociologue, une historienne et des géographes étaient venus d'une quinzaine de pays de 4 continents : Afrique (Afrique du Sud, Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Maroc, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie, Zimbabwe) ; Europe (Espagne, Finlande, France, Roumanie) ; Amérique (Canada) ; Asie (Chine). Les communications examinaient des terrains encore plus dispersés : les pays listés ci-dessus et d'autres, comme le Japon, le Mali, la Russie, mais aussi des espaces régionaux (Méditerranée, Afrique australe, Europe) et des transects géographiques (Amérique latine-Espagne-Europe du Sud). Les thématiques abordées étaient très variées : du profil psychosocial des *Harraga*<sup>9</sup> mineurs aux paradoxes de Frontex<sup>10</sup>, des conditions de vie des travailleurs équatoriens temporaires, loués par une entreprise espagnole dans les champs du Vaucluse, aux diverses approches sur la contribution des transferts au développement, de la fuite des cerveaux à la législation chinoise sur le travail qualifié, des migrations régionales d'Afrique australe à la souveraineté de l'État, etc.

Deux conférences introductives ont été données par le directeur du département de la coopération et du partenariat de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), M. Shahidul Haque, et par l'historienne Sophie Bessis, secrétaire générale adjointe de la

<sup>9</sup> Émigrant d'Afrique qui tente de rejoindre clandestinement l'Europe.

<sup>10</sup> Du français « Frontières extérieures » ou Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne. Frontex est l'agence européenne pour la sécurité et les frontières extérieures de l'Union européenne.

Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). La présentation de l'OIM fut représentative de son mandat institutionnel et de sa production bibliographique, abondante et optimiste. L'OIM propose un « paradigme alternatif » : depuis des décennies, le cadre d'analyse des migrations s'attachait aux moyens d'atténuer, de manager, de prévenir ; mais, désormais, l'OIM se réfère à la « migration circulaire », où les migrants font partie de la solution, dans un contexte triplement bénéfique (win-win-win) aux pays d'origine, aux pays de destination et aux migrants eux-mêmes, grâce à leurs transferts et leurs acquis lorsqu'ils rentrent dans leur pays. Par ailleurs, depuis 2007, l'OIM propose une définition des migrants environnementaux<sup>11</sup> et analyse l'influence des changements environnementaux sur les déterminants « classiques » des migrations (sociaux, économiques, politiques, démographiques), situant les migrations environnementales dans le cadre des migrations forcées.

La conférence de S. Bessis mettait en évidence les tensions dans la notion de frontière entre les contraintes de la mondialisation, l'extension de l'universel et les tentations identitaires, insistant sur le rôle du politique dans les constructions sociales : « Quand on devient le Nord de quelqu'un, on commence à rejeter les pauvres. Et les identités se recomposent ». La « recréation têtue » des démarcations marque-t-elle une nécessité de matérialiser la frontière pour l'humain (hiérarchie, symbolique, matérialisation de soi et de l'autre...) ? L'autre varie avec le temps et les rapports de force, aussi la frontière, jamais naturelle, toujours politique, est le produit d'un rapport entre le souhaité et l'imposé. Mais l'histoire transforme les dynamiques : autrefois, les logiques de migration étaient déterminées par les dominants, maintenant par les dominés, ce qui exacerbe les logiques de rejet. Au Nord, s'expriment des réponses racialisantes à l'exacerbation des différences sociales dans le processus de mondialisation ; pour trouver une raison recevable à la fermeture des frontières, les immigrés sont considérés comme irréductiblement autres. C'est aujourd'hui par un glissement de la différence de classe sociale à celle de culture que se crée un « autre » menaçant. Au Sud, les formes virulentes de création identitaire invoquent des valeurs chimériques de spécificité, servant en réalité d'armes contre les aspirations démocratiques, en partie selon le principe de l'autoassignation. Dans le monde arabo-musulman, le recours au religieux a pour fonction actuelle d'offrir, de manière idéologique, une identité sacralisée : a-historique, essentialiste, qui sert à refuser les universaux. La frontière

<sup>11</sup> Personnes qui, en raison d'un changement environnemental ayant une influence négative sur leur vie, sont contraintes de quitter leur foyer, pour se déplacer à l'intérieur de leur pays ou pour en sortir.

joue un rôle stratégique : elle verrouille l'espace social dans une logique identitaire exacerbée.

Les thèmes des deux journées du colloque, respectivement « Migrations, mobilités : formes et enjeux du développement » et « Frontières des mobilités : savoirs, environnement, gouvernance », se voulaient pluridisciplinaires et complémentaires. Dans le grain plus fin des 7 sessions parallèles<sup>12</sup> et des 2 sessions plénières<sup>13</sup>, cette volonté de pluridisciplinarité ne fut pas toujours au rendez-vous : les barrières et les habitudes disciplinaires ne se balaient pas d'un revers de main ; toutefois, ces limites n'entachent pas la cohérence de la vision d'ensemble. La session plénière finale, après une mise en débat des points-clés de la rencontre, a évoqué un agenda de recherche susceptible de fonder une deuxième rencontre, ciblée sur la discussion des modèles, les migrations Sud-Sud, la dimension qualitative et psychosociale des migrations.

Les communications ont largement débordé et pas entièrement couvert les questions posées par l'appel à communications : peu fournies sur les questions climatiques, insuffisantes pour ajuster rapidement un modèle migrations-développement-environnement, elles ont cependant poussé à débattre des rapports entre ces enjeux, et éclairé des points neufs pour beaucoup de participants.

On retiendra de ce colloque les éléments principaux suivants :

- Les liens entre environnement et mobilité ne se résument pas à une migration forcée provoquée par la dégradation des conditions du milieu, mais restent à analyser plus précisément.
- On a relevé la sous-représentation de communications abordant la question des mouvements Sud-Sud, qui sont pourtant la majorité des flux démographiques mondiaux.
- À propos du rapport entre migrations et développement, les débats ont permis de sortir de l'alternative pesante : « les transferts des migrants sont-ils une aide à la dépense quotidienne ou une source d'investissement pour le développement ? ». Des communications basées sur des études de terrain ont utilement questionné ces constructions en montrant la faible probabilité de l'accumulation dans l'agriculture (Younoussi Zourkaleini, Institut de formation et de recherche démographiques,

<sup>12</sup> « Trouver sa place par la mobilité », « Villes et campagnes, questions foncières », « Transferts, investissements, développement local », « Travail, systèmes productifs » le premier jour, puis « Mobilité des savoirs », « Climat et environnement », « La construction sociale des frontières ».

<sup>13</sup> « Pluralité des approches » et « Réfugiés et déplacés : Gouvernance des mouvements migratoires ».

Yaoundé, Cameroun), et les conditions de vie réelles des travailleurs temporaires équatoriens immigrés en France (Béatrice Mesini, CNRS). Considérer aujourd'hui les transferts des migrants comme un élément naturel, éminent, du financement du développement des pays les moins avancés, peut sembler indécent, si on ne renvoie pas les gouvernements du Nord et du Sud à leurs responsabilités. Les scénarios prospectifs, esquissés pendant le colloque, ont évoqué la poursuite de la libéralisation (à laquelle a manqué ici la simulation d'une régulation globale des mouvements migratoires, des flux économiques, financiers, et des dynamiques environnementales, par le marché et les normes marchandes) ; ils ont également évoqué une reconfiguration des rapports privés/publics et politiques/économiques, traduite par une nouvelle échelle de protection ; enfin, ces scénarios ont aussi abordé une dimension plus environnementale du développement, qui n'a pas pu être caractérisée davantage pendant cette rencontre.

- La géographie a été mobilisée pour démontrer le phénomène d'hyperdifférenciation des conditions de santé des migrants en Espagne (Betty Rouland [Université de Rouen], au sujet de l'accès aux soins des migrants africains à Almeria).

- Les outils de la psychosociologie mettent en évidence ce qui échappe aux modèles (circulaire, en cascades, etc.) : la force d'individuation des *Harraga* mineurs a ainsi été présentée par Nouredine Khaled (Université d'Alger) comme une réponse à l'autisme de l'État algérien, qui n'a rien fait pour sensibiliser les jeunes aux dangers de l'extrémisme, malgré les violences des années 1990. Ces jeunes considérés par l'État comme suicidaires, font, en réalité, une tentative ultime pour sauver leur vie.

- La question de la gouvernance des réfugiés, politiques ou climatiques, a été reformulée avec pour enjeu prioritaire de « tarir la source des réfugiés en Afrique » (Andre Mangu, College of Law, Université d'Afrique du Sud, Pretoria). La distinction entre les demandeurs d'asile, les réfugiés et les « autres » est très péjorative pour ces derniers ; des études sont nécessaires pour faire évoluer cet état de fait (Magdalena Kmak, Université d'Helsinki, Finlande).

En conclusion, ce colloque inédit ne s'inscrivait pas dans un cycle pérenne de manifestations institutionnellement reconnu et n'avait pas pour objectif de (re)définir les déterminants ou les conséquences économiques, politiques, sociales des migrations, ou encore les innovations organisationnelles ou conceptuelles qui leur sont liées. En revanche, il a permis d'ancrer les approches théoriques et les méthodologies de recherche dans des exemples concrets de mobilités et de migrations, afin de

tenter de mieux comprendre ces processus et de mettre en place de meilleures pratiques vis-à-vis des migrants, tant au niveau local, régional, national qu'international. Il a présenté quelques analyses théoriques et pratiques, de nature juridique, économique, anthropologique ou politique, liées à des migrations dues à des situations de conflit, de développement, de changement climatique ou de désastre naturel. Un ouvrage scientifique issu du colloque, à paraître fin 2013 aux Éditions L'Harmattan, dans la collection Presses universitaires de Sceaux,

entend ainsi présenter un éventail de situations de mobilités invitant à réfléchir à nos rapports contemporains aux conditions de vie, à l'environnement, aux droits, à l'identité.

Véronique Ancey

(Cirad, UMR Art-Dev, Montpellier, France)

ancey@cirad.fr

### « 3rd international conference on sustainability transitions (IST 2012): navigating theories and challenging realities »

(Conférence, Copenhague, Danemark, 29-31 août 2012)

La conférence IST 2012 (international conference on sustainability transitions) était la 3<sup>e</sup> conférence du réseau « Sustainability Transitions Research Network<sup>14</sup> ». Ce réseau s'appuie sur un noyau dur théorique formé par les publications de l'approche dite multiniveaux (*multi-level perspective* [MLP]). Cette approche cherche à articuler trois niveaux : des grandes pressions macrosociales liées à l'environnement, des régimes sociotechniques spécifiques (comme celui du transport automobile individuel, par exemple), et des niches d'où émergent des innovations environnementales. On peut considérer qu'elle est arrivée aujourd'hui à maturité, après une période d'émergence au cours des années 1990, avec une série d'ouvrages de synthèse et de numéros spéciaux de revues (*Research Policy*, par exemple<sup>15</sup>).

Le courant du *sustainability transition management* est l'héritier de travaux des années 1980 portant sur les

paradigmes technicoéconomiques – Carlota Perez<sup>16</sup> préface d'ailleurs l'ouvrage de Grin *et al.* (2010<sup>17</sup>) synthétisant les apports de ce courant. Celui-ci repose sur trois fondements théoriques :

- les *science studies*, qui, contrairement à l'épistémologie traditionnelle visant à discuter de règles universelles de la rationalité scientifique, se refusent à concevoir les sciences comme un domaine autonome (par rapport aux intérêts particuliers notamment), mais les appréhendent comme des constructions humaines au même titre que d'autres pratiques sociales<sup>18</sup> ;
- l'économie évolutionniste, qui, à la suite de l'ouvrage de Nelson et Winter<sup>19</sup>, pose comme hypothèse que les innovations doivent être étudiées dans des logiques de « dépendance au sentier », de routines et d'apprentissages collectifs ;
- une sociologie s'inspirant de la théorie de la structuration de Giddens (dans laquelle les structures contraignent les acteurs, mais sont aussi sources de compétences et de capacité d'action pour ceux-ci).

<sup>14</sup> Le programme détaillé de cette conférence, ainsi que les présentations sont disponibles sur le site internet <http://www.ist2012.dk/index.php/IST/IST2012>. Ce compte rendu a été réalisé dans le cadre du projet AEPRC2V financé par l'ANR (ANR-09-CP2D-01-01 AEPRC2V).

<sup>15</sup> Pour une synthèse sur ce courant, voir : Grin, J., Rotmans, J., Schot, J. (Eds), 2010. *Transitions to sustainable development. New directions in the study of long term transformative change*, New York, Routledge ; les numéros spéciaux de *Research Policy* dédiés à ce courant depuis 2007, notamment le volume 39/4 de 2010 (Special Section on Innovation and Sustainability Transition) et son introduction (Smith, A., Voß, J.-P., Grin, J., 2010. Innovation studies and sustainability transitions: The allure of the multi-level perspective and its challenges, *Research Policy* 39, 4, 435-448), ainsi que le volume 41/6 de 2012 (Special Section on Sustainability Transitions).

<sup>16</sup> Carlota Perez, chercheur honoraire au centre de recherche « Science and Technology Policy Research » (SPRU) à l'Université du Sussex (Brighton, Grande-Bretagne), avait, avec Christopher Freeman, proposé au début des années 1980 la notion (empruntée à Giovanni Dosi) de paradigmes technico-économiques pour expliquer les cycles longs et leur succession (Freeman, C., Perez, C., 1986. *The diffusion of technical innovations and changes of techno-economic paradigm*, University of Sussex). Voir son site internet : <http://www.carlotaperez.org/lecture-sandvideos.html>.

<sup>17</sup> Grin *et al.*, 2010, *op. cit.*

<sup>18</sup> Voir Pestre, D., 2006. *Introduction aux science studies*, Paris, La Découverte.

<sup>19</sup> Nelson, R.R., Winter, S.G., 1982. *An evolutionary theory of economic change*, Cambridge (MA), Harvard University Press.

Le courant du *sustainability transition management* cherche à unifier les apports respectifs de ces trois approches dans une théorie générale de la transition d'un régime sociotechnique à un autre<sup>20</sup>. Celle-ci se propose de fournir un outil théorique pour fonder des démarches normatives<sup>21</sup> ; elle va donc analyser les transitions dans une perspective multiniveaux<sup>22</sup> et revendiquer d'être force de proposition en matière de *sustainable innovation policies*<sup>23</sup>.

Le réseau est présent de façon forte en Europe du Nord et, dans une moindre mesure, au Royaume Uni. L'approche MLP présente la particularité d'avoir reçu au cours des années 1990 et au début des années 2000, le soutien du gouvernement néerlandais qui, semble-t-il, s'appuie largement sur elle pour l'élaboration de politiques publiques et finance des programmes ambitieux de réflexion sur le domaine.

Les communications du colloque comprenaient beaucoup d'approches de niveau local, tournées vers la planification urbaine (notamment dans l'usage de l'eau ou dans la problématique de villes neutres en CO<sub>2</sub>) ou vers le développement de productions locales d'énergie en milieu rural ; ces travaux portaient plus rarement sur des schémas nationaux (Danemark et Norvège). Il faut probablement rechercher ce repli sur les niveaux locaux d'action dans le fait que les gouvernements nationaux apparaissent – notamment dans les discussions des tables rondes – comme enfermés dans les secteurs et les politiques d'innovation traditionnels, alors que les villes ou régions étaient considérées dans beaucoup d'interventions comme les lieux d'excellence d'expérimentations pour les transitions. En effet, ces niveaux sont considérés comme ceux où les fonctions sociales se forment et où des façons de satisfaire des besoins de consommation pertinentes pour les transitions peuvent être identifiées. D'où une notion de *relevant policy arenas* qui a traversé tout le colloque. On notera de ce point de vue la quasi-absence de débat sur le niveau international et sur Rio + 20 en dehors de la table ronde finale « From green growth to sustainable transitions ».

Le colloque comprenait essentiellement des participants d'Europe du Nord (Néerlandais très fortement représentés, Danois et Norvégiens ; dans une moindre mesure, Belges néerlandophones, Britanniques,

Allemands et Suisses ; et seulement deux intervenants français). Cela n'est peut-être pas un hasard. Les participants étaient manifestement réunis autour d'une approche fondée sur des processus consensuels de délibération collective et d'inclusion des parties prenantes, culturellement caractéristiques de ces pays, processus qui ont été précisément au cœur des débats lors du colloque. En effet, celui-ci s'est concentré sur un retour critique par rapport aux visions probablement trop harmonieuses de la coévolution spontanée des technologies, des institutions et des comportements, proposées par certains participants. Cela pourrait d'ailleurs être, soit un biais intrinsèque à l'approche théorique, soit un biais dû à cette culture politique d'Europe du Nord. Le colloque a donc aussi été l'occasion de s'interroger sur le degré d'autoréférence et de fermeture sur lui-même du courant, attesté par une intéressante étude bibliométrique, présentée par Émile Chappin et Andreas Ligetvoet (Delft University of Technology).

Trois représentations des transitions structuraient les débats du colloque :

- La première est une approche partant de la gestion « stratégique » d'innovations émergeant dans des « niches » locales (dite *strategic niche management*<sup>24</sup>). Les problèmes de management de la transition deviennent alors des difficultés d'expérimentation, de *learning* (d'apprentissages locaux ou globaux) et de construction des réseaux pertinents pour la diffusion des niches vers le régime socioéconomique. Le cœur du problème d'apprentissage cognitif est donc la coévolution des niches qui sont confrontées à la cohérence du système socio-technique antérieur. Or, on sait que les apprentissages ne suffisent pas à ébranler ce dernier. Les évolutions dépendent aussi de la façon dont des pressions d'environnement (macrosociales) peuvent contribuer à déstabiliser ce régime, pour ouvrir la voie à l'expression des potentialités des niches.

- La deuxième est une approche plus politique (dite *transition management*), visant à résoudre les contradictions entre les ambitions de long terme et les considérations de court terme. Elle mobilise donc une démarche en

<sup>20</sup> Grin *et al.*, 2010, *op. cit.*

<sup>21</sup> Ten Pierick, E., Van Mil, E.M., Meeusen, M.J.G., 2010. Transition towards a biobased economy, in Langeveld, H. *et al.*, *The biobased economy. Biofuels, materials and chemicals in the post-oil era*, London, Earthscan, 18-33.

<sup>22</sup> Smith, A. Voß, J.-P., Grin, J., 2010, *op. cit.*

<sup>23</sup> Nill, J., Kemp, R., 2009. Evolutionary approaches for sustainable innovation policies: From niche to paradigm? *Research Policy*, 38, 4, 668-680 (p. 677).

<sup>24</sup> Voir les communications de : Philipp Spath (Université de Fribourg-en-Brisgau, Allemagne), Alanus von Radecki (Fraunhofer IAO, Stuttgart, Allemagne) et Harald Rohrer (Université de Klagenfurt, Autriche) ; Erik Paredis et Thomas Block (Université de Gand, Belgique) ; Adrian Smith (Université du Sussex, Grande-Bretagne), Tom Hargreaves (Université d'East Anglia, Grande-Bretagne) et Sabine Hilescher (Université du Sussex, Grande-Bretagne) ; Jose Opazo (Université du Sussex, Grande-Bretagne) ; Bram Verhees, Rob Raven, Frank Veraart (Université technique d'Eindhoven, Pays-Bas), Florian Kern et Adrian Smith (Université du Sussex, Grande-Bretagne).

termes de *backcasting*<sup>25</sup>, de portefeuilles de technologies disponibles et de cycles d'apprentissage/évaluation collective. Les questions-clés deviennent alors la construction des étapes intermédiaires vers la vision du futur retenue, et des processus d'évaluation des avancées. Cela suppose que les étapes de délibération et d'apprentissages suffisent à dépasser les verrous et à contraindre les structures de pouvoir du régime actuel. Or on verra plus loin que cette position pose problème<sup>26</sup>.

– La troisième approche, plus récente, porte une attention spécifique à la façon dont les stratégies de transition sont manipulées et encadrées par des acteurs bien établis, lorsqu'elles ne sont pas directement élaborées par eux (d'où l'appellation *endogenous navigation by entrenched actors*). L'ambivalence des politiques est donc le nœud des problèmes de gouvernance de la transition (terme générique employé par tous les courants, qu'on pourrait par ailleurs discuter). La gouvernance ne peut éliminer cette ambivalence et doit au contraire avoir comme prémisses l'existence de représentations conflictuelles. Une telle position cherche donc à échapper à la tendance naturelle de la littérature en management de la transition qui met l'accent sur la construction de consensus ; elle argumente la nécessité de cartographier la diversité des voies technologiques, des représentations et des tensions afin de démontrer l'existence de solutions alternatives. L'ambition est celle d'une approche critique des représentations et des politiques dominantes. Cette approche, ont souligné certains intervenants, doit, en clarifiant les enjeux, favoriser la compréhension des « arènes » où se confrontent, sinon s'affrontent, les acteurs et où se forment des coalitions nouvelles ; d'où la proposition de

passer par l'analyse de ces « arènes de développement » plutôt que par l'approche multiniveau<sup>27</sup>.

De la discussion de ces trois postures méthodologiques et de leur mise en scène par l'une des sessions plénières (que les organisateurs avaient baptisée élégamment « Agora I: Policy and agency of transitions » et qui a bien rempli cette fonction), a découlé un autre débat (« Agora II: Sustainability of transitions ») sur l'agencement de la transition.

Quatre sensibilités, non nécessairement contradictoires entre elles, ont été identifiées par les discutants de l'Agora I :

– Une approche mettant en perspective de façon dominante le changement dans le système sociotechnique, et donc la façon dont les fonctions sociales sont satisfaites par ce système : il s'agit en général d'une démarche visant à orienter les marchés vers une « croissance verte » (les communications les plus originales du colloque ont mis ainsi l'accent sur la reconnaissance de nouvelles constellations d'acteurs dans les villes ou régions<sup>28</sup>). De la discussion entre les responsables de l'Agora II (Bernhard Truffer [Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux, Suisse], Lars Coenen [Université de Lund, Suède], Inge Røpke [Université technique du Danemark] et Frank Geels [Université du Sussex, Grande-Bretagne]), il ressort qu'il découlerait peut-être de cette accumulation d'études de cas locaux une relative faiblesse d'élaboration théorique, ou, à tout le moins, d'un manque de représentation théorique forte de la soutenabilité.

– Une approche mettant en perspective de façon dominante les écosystèmes, avec une conceptualisation

<sup>25</sup> Le *backcasting* est en littérature de prospective l'enchaînement de causalités du futur vers le présent. Les analyses de type *backcasting* se préoccupent, non pas du futur susceptible d'advenir, mais de la façon dont les futurs souhaitables peuvent être atteints. Elles sont donc explicitement normatives et supposent de travailler « à l'envers », d'une situation particulière future souhaitable vers le présent, afin de déterminer la faisabilité physique ou technique de ce futur, ainsi que les décisions politiques ou de pilotage de la recherche qui seraient exigées pour atteindre ce point. Cette méthode est notamment utilisée par la Commission européenne pour l'élaboration des visions consensuelles pour le futur de ses plateformes technologiques. On peut trouver un bon exemple de cet exercice sur le site de la plateforme technologique de chimie *Suschem*, <http://www.suschem.org/about-suschem/vision-and-mission.aspx>, notamment dans le document *Vision for the future*, <http://www.suschem.org/documents/document/20120125123456-vision.pdf>.

<sup>26</sup> Voir les communications de : Petter Næss et Nina Vogel (Université d'Aalborg, Danemark) ; Josefin Wangel (Institut royal de technologie, Suède).

<sup>27</sup> Voir sur ce courant : Jørgensen, U., 2012. Mapping and navigating transitions. The multi-level perspective compared with arenas of development, *Research Policy*, 41, 996-1010 ; les communications de Helena Kahiluoto (MTT Agrifood Research Finland), Michael Joergensen et Bente Andersen (Université technique du Danemark), de Derk Loorbach (Dutch Research Institute for Transitions, Pays-Bas) ou de Manuel Gottschick (Université de Hambourg, Allemagne).

<sup>28</sup> Voir les communications de : Michael Ornetzeder (Académie autrichienne des sciences), Anna Schreuer et Harald Rohrer (Inter-University Research Centre for Technology, Work and Culture, Autriche) ; Eva Heiskanen (National Consumer Research Centre, Finlande), Stephanie Freeman, Sampsa Hyysalo, Mikko Jalas, Jouni Juntunen, Raimo Lovio et Jenny Rinkinen (Université Aalto, Finlande) ; Colin Nolden (Université d'Exeter, Grande-Bretagne) ; Somporn Sangawongse, Eakanat Karjangthimaporn, Porawee Panthameeya (Université de Chiang Mai, Thaïlande). Voir également les sessions « The urban as context of transition experiment » et « City concepts and the role of urban visions » et « Urban visioning ».

mobilisant fréquemment la métaphore des métabolismes écologiques. Cette démarche met l'accent sur les questions de résilience et de limites des systèmes, vus plus comme des systèmes socioécologiques que socio-techniques : la difficulté d'élaboration de politiques publiques réside alors dans la reconnaissance et l'acceptation des limites écologiques qu'il faut imposer<sup>29</sup>.

– Une approche dite *practice perspective* qui cherche à échapper au débat globalisant sur les systèmes sociotechniques ou sociobiologiques, pour s'intéresser aux pratiques quotidiennes de la vie courante ou professionnelle, spontanées ou inconscientes<sup>30</sup>. Il s'agit donc de partir de la description de ces pratiques, pour trouver des outils et des exercices pragmatiques destinés à les orienter. Cette démarche considère que seule la mise en place de nouvelles formes de pratiques normalisées dans cette vie quotidienne constitue une voie efficace de transition<sup>31</sup>.

– Une approche dite « navigationnelle » qui renvoie souvent à la troisième sensibilité décrite plus haut (*endogenous navigation of entrenched actors*) : cette démarche conteste la tendance naturelle des tenants du *transition management* à imaginer le changement via un pilotage dans des *steering committees* et via une construction académique des consensus. Elle insiste sur la façon dont les frontières des systèmes et les enjeux du développement durable sont travaillés par les acteurs installés. Ceux-ci cherchent à défendre des intérêts situés et des identités bien établies qu'ils cherchent également à

reproduire (par exemple, en agriculture, l'identité productiviste de certains). L'expression de *navigational approach* tient au fait qu'il est nécessaire de reconnaître que les systèmes de représentations et de valeurs en jeu sont incommensurables, et que la formation de consensus est donc illusoire. D'où des implications en termes de reconnaissance de stratégies conflictuelles plutôt qu'en termes de construction de consensus. Les méthodes de renforcement des capacités des acteurs à peser en faveur de voies soutenables dans ces contextes conflictuels constituent alors une partie du programme de recherche<sup>32</sup>.

Cet accent mis sur les conflits et le fait que les acteurs sont enfermés dans des positions systémiques dessinent donc un cadre peut-être plus modeste et réaliste que les approches fondées sur une perspective « consensuelle ». Il s'agissait bien à travers les débats du colloque de savoir comment l'organisation d'expérimentations et de trajectoires d'apprentissages s'intègre dans des univers qui ne sont pas seulement caractérisés par de l'incertitude et par des défaillances d'information, mais aussi par des verrouillages. Les fins et les moyens d'acteurs situés doivent donc être explicités, et les outils nécessaires pour rendre socialement contestables certains comportements de blocage font bien partie des enjeux des transitions vers la soutenabilité.

<sup>29</sup> Voir la communication d'Alexandra Palzkill (Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy, Allemagne) ou celle de Niki Frantzeskaki (Dutch Research Institute for Transitions, Pays-Bas).

<sup>30</sup> Voir les communications de : Thomas Berker (Université norvégienne de sciences et de technologie) ; Hannah James, Timothy Foxon, William Gale (Université de Leeds, Grande-Bretagne) ; J. Wangel ; E. Paredis.

<sup>31</sup> Voir les sessions « Transitions and regional context » et « Creation of markets and consumers – linking supply and demand ».

**Martino Nieddu**

(Université de Reims, EA 6292 Regards,  
Champagne-Ardenne, Reims, France)  
martino.nieddu@univ-reims.fr

<sup>32</sup> Sur le renforcement de la capacité de microacteurs à peser sur la gestion de l'eau au Danemark, voir la communication de Chiara Fratini et de ses collègues (Université technique du Danemark), ou sur le domaine agricole, voir celle de M. Joergensen et B. Andersen.